

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/Q2/CRI/3**

3 octobre 1996

(96-3991)

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## SUBVENTIONS

### Questions des COMMUNAUTÉS EUROPEENNES concernant la nouvelle notification complète du COSTA RICA<sup>1</sup>

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 septembre 1996.

La Commission a l'honneur de demander au Costa Rica des éclaircissements au sujet des programmes notifiés et des explications quant aux raisons pour lesquelles un certain nombre de mesures n'ont pas été notifiées, ainsi qu'il est prévu à l'article 25.8 de l'Accord sur les subventions.

Le 18 août 1995, le Costa Rica a présenté sa notification concernant ses programmes de subventions au Secrétariat de l'OMC, conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord de l'OMC sur les subventions. Les Communautés européennes souhaiteraient avoir des précisions au sujet de plusieurs questions concernant les programmes notifiés.

#### I. PROGRAMMES DE SUBVENTION NOTIFIES

##### a) Exonération de l'impôt sur les bénéfices

Ce programme prévoit une exonération de l'impôt sur les bénéfices des entreprises qui ont signé un contrat d'exportation avant le 3 avril 1992. Ces entreprises bénéficient d'une exonération totale de l'impôt sur les bénéfices pour les bénéfices nets réalisés sur les exportations de produits. La subvention a pour objet d'encourager l'exportation de produits non traditionnels et d'attirer l'investissement étranger. Le programme est géré par le Conseil national de l'investissement et du commerce extérieur.

Toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère, qui s'est engagée à exporter des marchandises non traditionnelles vers des pays tiers peut signer un contrat d'exportation, à condition que le marché d'exportation ne soit pas situé dans un pays avec lequel le Costa Rica a signé un accord de libre-échange. Le Costa Rica affirme qu'aucun renseignement n'est disponible au sujet des effets de cette subvention sur le commerce.

---

<sup>1</sup>G/SCM/N/3/CRI.

Ce programme semble être subordonné aux résultats à l'exportation, puisque l'exonération de l'impôt sur les bénéfices n'est accordée qu'aux sociétés qui ont signé un contrat d'exportation. Les Communautés souhaiteraient que le Costa Rica formule des observations sur la compatibilité de ce programme avec les obligations qu'il a contractées au titre de l'Accord sur les subventions, et indique s'il prévoit d'éliminer progressivement cette subvention.

b) Certificats de crédit d'impôt (CAT)

Le CAT est une subvention dont sont assortis tous les contrats d'exportation signés avant le 2 décembre 1992. Il est émis par la Banque centrale du Costa Rica et sert au paiement des impôts directs ou indirects. Pour qu'une entreprise qui a signé un contrat d'exportation puisse se voir délivrer un CAT, la teneur en éléments d'origine nationale du produit exporté doit atteindre un certain pourcentage. Ce système fonctionne selon le principe suivant: plus la teneur en éléments nationaux est élevée, plus le montant du CAT (exprimé en pourcentage de la valeur f.a.b.) est important. Selon le Costa Rica, il s'agit d'un programme général, subordonné à un critère, la signature d'un contrat d'exportation.

Les Communautés ont examiné plus en profondeur ce programme et ont constaté que la majorité des subventions sont accordées à l'agriculture. Le montant total de ces subventions atteignait, selon le CENPRO, environ 67,2 millions de dollars, qui se répartissaient comme suit: 33 pour cent pour l'agriculture, 28,28 pour cent pour l'agro-industrie, 27,3 pour cent pour l'industrie, 6 pour cent pour les textiles et 4,9 pour cent pour d'autres branches. En outre, les entreprises titulaires d'un certificat d'exportation bénéficient des avantages ci-après: droits portuaires préférentiels, amortissement accéléré et prêts bancaires préférentiels à court terme. Il apparaît clairement que ces subventions dépendent de la teneur en éléments d'origine nationale. Les Communautés demandent au Costa Rica de fournir des informations plus détaillées sur ce programme et ses effets sur le commerce. En outre, elles souhaiteraient qu'il formule des observations sur la compatibilité dudit programme avec les obligations qu'il a souscrites au titre de l'Accord sur les subventions, et qu'il indique s'il prévoit de l'éliminer progressivement.